

Un Quotidien d'information, libre et indépendant



La ministre gabonaise des Arts et de la Culture rend une visite de courtoisie à son homologue mauricien

Page 3



**ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE CONTINENTALE AFRICAINE
De nouvelles opportunités commerciales pour les femmes entrepreneures**

Page 3



Des cannes blanches remises aux enfants malvoyants

Page 3



Pour Donald Trump, Xi Jinping «conspire» contre les États-Unis avec Vladimir Poutine et Kim Jong-un à Pékin

Page 4



Attaque au couteau à Marseille : l'assaillant a un profil psychiatrique

Page 5

FIN DE MERCATO 2025



Brentford signe l'ailier d'Arsenal Nelson en prêt pour une saison

Page 8



Tyrique George quitte Chelsea pour Fulham

Page 7

Cinéma

Affaire Depardieu : l'acteur renvoyé devant la cour criminelle pour viols et agressions sexuelles

Gérard Depardieu, 76 ans, monstre sacré du cinéma, doit être renvoyé devant la cour criminelle départementale de Paris pour viols et agressions sexuelles sur la comédienne Charlotte Arnould, selon les ordres d'une juge d'instruction, a-t-on appris mardi 2 septembre. L'acteur va faire appel, a annoncé son avocat.

Une juge d'instruction a ordonné le renvoi devant la cour criminelle départementale de Paris de Gérard Depardieu, 76 ans, pour viols et agressions sexuelles sur la comédienne Charlotte Arnould, a appris mardi 2 septembre l'AFP de sources proches du dossier.

« Sept ans après, sept ans d'horreur et d'enfer (...). L'ordonnance vient rétablir une forme de vérité judiciaire. Je crois que j'ai du mal à réaliser tant c'est énorme. Je suis soulagée », a salué sur Instagram la comédienne, qui avait porté plainte quelques jours après les faits de 2018 qu'elle dénonce.

« L'ordonnance de la juge d'instruction ordonne le renvoi de Gérard Depardieu devant la Cour criminelle pour des agressions sexuelles et viols par pénétration digitale à deux dates les 7 et 13 août 2018 » au domicile parisien de l'acteur, a salué Me Carine Durrieu Diebolt, avocate de la plaignante.

« Une forme de vérité judiciaire »

« Nous sommes soulagées et confiantes, ma cliente et moi. C'est une forme de vérité judiciaire pour Charlotte en attendant le procès criminel. Cette ordonnance est également une réponse aux allégations mensongères portées à son encontre dans certains médias », a-t-elle ajouté.

L'acteur, qui évoque une relation consentie, est mis en examen depuis le 16 décembre 2020 dans le cadre de cette instruction. Son avocat n'a pas commenté dans l'immédiat. Dans une lettre publiée dans Le Figaro en octobre 2023, l'acteur avait contesté les accusations.

« Jamais au grand jamais, je n'ai abusé d'une femme », avait-il affirmé, faisant référence aux accusations de Charlotte Arnould. « Une femme est venue chez moi une première fois, le pas léger, montant de son plein gré dans ma chambre. Elle dit aujourd'hui y avoir été violée », avait-il écrit. « Il n'y a jamais eu entre nous ni contrainte, ni violence, ni protestation. »

L'avocat de Gérard Depardieu, Me Jérémie Assous, a annoncé mardi qu'il allait faire appel de son renvoi devant la cour criminelle départementale de Paris pour « viols » sur la comédienne Charlotte Arnould. « Le magistrat instructeur a œuvré depuis 2020, date de la mise en examen, à ce que Gérard Depardieu soit renvoyé devant une juridiction de jugement. Elle n'a jamais pensé un instant (qu'il) pouvait bénéficier comme tout un chacun d'une instruction à charge et à décharge », a-t-il dénoncé au sujet de l'ordonnance rendue le 28 août, et contre laquelle il est possible de faire appel en matière criminelle.

Charlotte Arnould avait initialement déposé une plainte en août 2018 dans une gendarmerie du sud de la France, puis le parquet d'Aix-en-Provence s'en était dessaisi au profit du parquet de la capitale. Après un premier classement sans suite pour « infraction insuffisamment caractérisée », l'actrice avait déposé une plainte avec constitution de partie civile, qui avait abouti à l'été 2020 à l'ouverture d'une information judiciaire.

César du meilleur acteur en 1981 pour son rôle dans Le Dernier Métro (1980), de François Truffaut, et en 1991 pour Cyrano de Bergerac (1990), de Jean-Paul Rappeneau, Gérard Depardieu a été pendant plusieurs décennies considéré comme un monstre sacré du cinéma français, connu dans le monde entier, avant d'être rattrapé par ses outrances verbales et des accusations de violences sexuelles. À la mi-mai, il a été condamné à dix-huit mois de prison avec sursis pour l'agression sexuelle de deux femmes sur le tournage en 2021 des Volets verts, de Jean Becker, condamnation dont il a fait appel.

Noël 2025

Dans les coulisses de la mise en rayon des jouets phares de cette année



C'est encore un peu loin, et pourtant, c'est déjà le moment des tendances de Noël en matière de jouets. Quels seront les cadeaux stars des enfants sous le sapin cette année ? Les grandes enseignes ont commencé les mises en rayon en ce début septembre. Aperçu des coulisses des préparatifs.

Oubliez la rentrée des classes et plongez-vous un instant dans la magie de Noël. Une maman n'est pas prête, mais ses deux filles pensent déjà aux cadeaux. "Les filles m'ont déjà demandé quand est-ce que nous recevons les catalogues de Noël pour commander ce qu'elles voulaient pour le Père Noël", admet-elle. Dans les rayons, les enseignes dévoilent les nouvelles tendances en avant-première, comme une mini-console de jeux ou un œuf de dinosaure inspiré d'un film culte sorti cet été.

"C'est un œuf de dinosaure qui va éclore tout seul, l'enfant va s'en occuper, le dinosaure va prendre vie et, petit à petit, il sortira de son œuf en le cassant", explique Franck Mathais, porte-parole de JouéClub.

Plus de 60 millions de jouets vendus chaque année

Des jouets pour les petits, mais aussi pour les plus grands. Dans une enseigne, ils représentent près d'une vente sur trois. La tendance cette année, ce sont les maisons miniatures. "Pour les grands, cette année, on a beaucoup de choses à construire. Là, ce sont des scènes de vie que l'on va reconstituer", détaille encore Franck Mathais, qui nous montre une petite maquette "avec de tout petits objets à assembler".

Les traîneaux, ou plutôt les palettes, arrivent tous les jours et les stocks s'accumulent. Ici, 200 000 colis vont bientôt prendre la route des magasins de jouets pour remplir la hotte du Père Noël. Objectif : ne jamais manquer de jouets.



"C'est un produit phare qui fait partie du catalogue de Noël, il faut absolument qu'il soit en rayon rapidement", et éviter qu'il ne soit "en rupture", pointe Jérémie Malvat, directeur logistique PMO LOG, désignant un produit dans ses cartons, pour lesquels les stocks devront répondre à la demande. Des jouets par milliers, voire par millions. En France, à l'occasion de Noël, il s'en vend plus de 60 millions chaque année.

Au Guyana, le président sortant Irfaan Ali annonce sa réélection

Le chef d'État de centre gauche a fait la promesse de sortir le pays de la pauvreté grâce à la manne pétrolière.

Le chef d'État de centre gauche du Guyana, Irfaan Ali, a annoncé mercredi à l'AFP avoir remporté la présidentielle de ce petit pays d'Amérique du sud qui dispose des plus grandes réserves de pétrole par habitant de la planète. « Les chiffres sont clairs. Le PPP/Civic (son parti, centre gauche) a remporté une victoire écrasante. Nous avons une grande majorité et nous sommes prêts à faire avancer le pays », a-t-il dit dans une brève déclaration par téléphone alors que la Commission électorale n'a pas encore fait d'annonce à propos du scrutin de lundi.

Irfaan Ali, 45 ans, a fait la promesse de sortir le pays de la pau-

vreté grâce à la manne pétrolière. Laquelle a permis de quadrupler en cinq ans le budget de l'État (6,7 milliards de dollars en 2025) avec la plus forte croissance économique d'Amérique latine (43,6% en 2024). Celle-ci devrait dépasser les deux chiffres en 2025.

Irfaan Ali, 45 ans, a fait la promesse de sortir le pays de la pauvreté grâce à la manne pétrolière. Laquelle a permis de quadrupler en cinq ans le budget de l'État (6,7 milliards de dollars en 2025) avec la plus forte croissance économique d'Amérique latine (43,6% en 2024). Celle-ci devrait dépasser les deux chiffres en 2025.

Pas d'irrégularités mais un « avantage indu »

Selon les observateurs internationaux, tant du Carter Center que de l'Union européenne, les élections ont

été pluralistes sans « irrégularité significatives » le jour de vote mais avec un « avantage indu » pour le président sortant Irfaan Ali qui a « faussé le terrain de jeu » pendant la campagne.

« Le président et son administration ont inauguré un grand nombre de projets publics tels que des hôpitaux, des routes, des postes de police et des services de transport majeurs », selon le rapport de la mission de l'UE.

L'élection à un tour couronne comme président la tête de liste du parti, en l'occurrence le Parti populaire Progressiste/Civic, qui a recueilli le plus de voix. Il faudra attendre une annonce de la commission électorale pour connaître la composition exacte du Parlement, le parti arrivé en tête n'ayant pas forcément la majorité absolue et pouvant se retrouver confronté à une coalition d'opposition qui se formerait après le scrutin.

La ministre gabonaise des Arts et de la Culture rend une visite de courtoisie à son homologue mauricien

La ministre des Arts et de la Culture de la République gabonaise, Dr Armande Longo-Moulengui, a rendu une visite de courtoisie à son homologue gabonais, M. Mahendra Gondeea, mercredi à Port-Louis.

Dans une déclaration à l'issue de la rencontre, le ministre Gondeea a souligné les intérêts communs forts entre les deux pays. Il a évoqué un projet d'accord datant de 2014, visant à renforcer les relations économiques et à explorer de nouveaux domaines de collaboration, mais qui est tou-

jours en attente de ratification. Les deux gouvernements restent déterminés à finaliser cet accord, soulignant que sa conclusion ouvrira de nouvelles perspectives de partenariat entre Maurice et le Gabon, a-t-il déclaré.

Le Dr Longo a, pour sa part, indiqué que plusieurs points clés avaient été abordés, notamment l'accord de 2014. Elle a exprimé son souhait de le voir officialisé afin d'élargir davantage la coopération économique avec Maurice.



ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE CONTINENTALE AFRICAINE

De nouvelles opportunités commerciales pour les femmes entrepreneurs

Un atelier régional de trois jours sur le thème « Ouvrir des opportunités aux femmes entrepreneurs en Afrique australe dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine » (ZLECA) s'est ouvert mercredi matin à l'Intercontinental Resort de Balaclava. Des représentants de 21 entreprises dirigées par des femmes de pays africains et de 50 entreprises mauriciennes y ont participé.

Cet atelier est une initiative du Conseil de développement économique (EDB) en collaboration avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique. Il vise à sensibiliser le public aux opportunités de commerce et d'investissement offertes aux entreprises dirigées par des femmes dans le cadre de la ZLECA.

La ministre de l'Égalité des genres et du Bien-être familial, Mme Marie Arianne Navarre-Marie ; le ministre délégué aux Finances, M. Dhaneshwar Damry ; la coordinatrice résidente des Nations Unies pour Maurice et les Seychelles, Mme Lisa Simrique Singh ; et le directeur général de l'EDB, M. Abhimanu Kundasamy, étaient présents à la cérémonie d'ouverture.

Dans son discours d'ouverture, la ministre Navarre-Marie a réaffirmé l'engagement ferme du gouvernement en faveur de l'autonomisation des femmes et de l'égalité des chances pour tous dans le cadre de la ZLECA, l'un des projets phares de l'Agenda 2063 de l'Union africaine. « Cet accord historique », a-t-elle rappelé, « vise à créer un marché continental unique pour les biens et services, garantissant la libre circulation des entrepreneurs et des investissements à travers l'Afrique. »

« La ZLECA ouvre des perspectives sans précédent en matière de commerce et



de croissance économique, reliant plus de 1,4 milliard de personnes et générant un produit intérieur brut combiné d'environ 3 400 milliards de dollars américains », a déclaré Mme Navarre-Marie, tout en rappelant que les femmes entrepreneurs sont au cœur de cette transformation. Selon elle, l'atelier ouvre la voie à de nouveaux marchés, de nouveaux partenariats et de nouvelles possibilités dans le cadre de la ZLECA.

Les défis auxquels sont confrontées les femmes entrepreneurs, tels que l'accès au financement, les lacunes en matière de compétences numériques et commerciales, les obstacles du marché et la sous-représentation dans les espaces de décision, ont été mis en évidence.

Concernant l'accélération de la prospérité inclusive de l'Afrique, Mme

Navarre-Marie a appelé les femmes entrepreneurs à forger des réseaux solides et solidaires sur tout le continent et à renforcer la coopération régionale afin d'être plus compétitives sur la scène mondiale.

Pour sa part, le ministre délégué Damry a souligné la ferme volonté du gouvernement de soutenir les entreprises dirigées par des femmes et de renforcer la confiance économique des commerçants locaux et internationaux. « Il est important de relever les défis et les chocs externes, tels que les perturbations des chaînes d'approvisionnement et des systèmes financiers, afin d'exploiter pleinement le potentiel du continent africain, notamment dans le commerce et les entreprises », a-t-il déclaré.

M. Damry a ajouté que l'Afrique doit se préparer à s'adapter aux mutations du monde financier, portées par le bitcoin et les

autres cryptomonnaies. « La ZLECA », a-t-il déclaré, « représente une étape audacieuse et ambitieuse vers l'intégration économique à travers le continent. » Citant les estimations de la Banque mondiale, il a noté que l'accord pourrait potentiellement sortir quelque 30 millions de personnes de la pauvreté et accroître le commerce intra-africain d'environ 30 %.

Le ministre délégué a rappelé que le gouvernement investit massivement dans la construction de passerelles de connectivité avec l'Inde, l'Asie et l'Afrique. « Le développement portuaire, la connectivité aérienne, la connectivité numérique, financière et diplomatique comptent parmi les éléments clés de la promotion du commerce et des affaires dans le pays », a-t-il ajouté.

L'ONU est fière d'être partenaire de l'EDB pour l'initiative « Centre du commerce international She Trade », qui vise à proposer des activités sur mesure de renforcement des capacités et de création d'entreprises pour les femmes mauriciennes, a déclaré Mme Singh. Elle a également exhorté Maurice à développer de nouvelles stratégies et à investir davantage dans les entreprises axées sur les technologies plus vertes.

Le directeur général de l'EDB a réaffirmé l'engagement de son organisation à promouvoir l'autonomisation économique des femmes et à renforcer l'intégration régionale dans le cadre de la ZLECA. « En dotant les femmes entrepreneurs des connaissances, des outils et des réseaux nécessaires pour prospérer dans le commerce transfrontalier, nous ouvrons non seulement des opportunités pour les entreprises, mais nous favorisons également une croissance inclusive et durable en Afrique », a-t-il souligné.

Des cannes blanches remises aux enfants malvoyants

Une cérémonie officielle de remise de cannes blanches a été organisée vendredi après-midi à Beau-Bassin, au Fonds Loïs Lagesse – École pour aveugles, pour la remise de cannes blanches aux élèves malvoyants.

Ces cannes blanches sont offertes par l'Association des Aveugles et Malvoyants (BAVIA) à l'occasion de son 28e anniversaire et en marge de la Journée de la Canne Blanche 2025.

Le ministre de l'Intégrité sociale, de la Sécurité sociale et de la Solidarité nationale, M. Ashok Kumar Subron, ainsi que d'autres personnalités étaient présents à l'événement.

Dans son discours, le ministre Subron a souligné la nécessité

d'apporter un soutien adéquat à chaque enfant, en particulier à ceux qui souffrent d'un handicap. Le don de BAVIA, a-t-il souligné, démontre que chaque enfant mérite l'égalité des chances dans la société.

Le ministre a profité de l'occasion pour informer qu'un nouveau conseil d'administration sera constitué pour gérer le Fonds fiduciaire Loïs Lagesse et que le ministère est également en train d'acquiescer des appareils braille à mettre à la disposition des élèves malvoyants de l'école.

Le gouvernement réexaminera les critères d'octroi de l'allocation d'invalidité et/ou de la pension d'invalidité, a-t-il déclaré.





Pour Donald Trump, Xi Jinping «conspire» contre les États-Unis avec Vladimir Poutine et Kim Jong-un à Pékin

«Que le président Xi et le merveilleux peuple chinois passent une excellente journée de célébrations», a ironisé le président américain sur son réseau Truth Social.

Donald Trump a déclaré mardi que son homologue chinois Xi Jinping «conspire» avec les dirigeants russe et nord-coréen Vladimir Poutine et Kim Jong-un qu'il reçoit à Pékin à l'occasion d'une immense parade militaire commémorant la fin de la Seconde Guerre mondiale.

«Que le président Xi et le merveilleux peuple chinois passent une excellente

journée de célébrations», a écrit le président américain sur son réseau Truth Social. «Veuillez transmettre mes salutations les plus chaleureuses à Vladimir Poutine et Kim Jong-un pendant que vous conspirez contre les États-Unis d'Amérique», a-t-il ajouté dans un message à la tonalité sarcastique.

Quelques heures plus tôt, Donald Trump a cependant assuré n'être «pas préoccupé du tout» par l'alliance sino-russe. «Nous avons les forces militaires les plus puissantes au monde, de loin, et ils n'utiliseraient jamais les leurs contre nous. Croyez-moi, ce serait la pire chose qu'ils puissent jamais faire», a-t-il dit, visiblement serein.

CRISE POLITIQUE EN FRANCE

Nicolas Sarkozy persuadé qu'il n'y aura pas d'autre solution que la dissolution

Prié de dire si les députés Les Républicains doivent accorder leur confiance au chef du gouvernement, l'ancien chef de file du parti juge, dans un entretien, qu'il y a un «risque que les Français le comprennent comme un blanc-seing».

Nicolas Sarkozy plaide, dans un entretien et mis en ligne mardi 2 septembre, pour une dissolution de l'Assemblée nationale, qui constitue, selon lui, l'unique «solution» à l'actuelle crise politique. L'ancien président n'appelle par ailleurs pas les élus Les Républicains (LR) à voter la confiance à François Bayrou, contrairement au chef de file du parti, Bruno Retailleau.

La désastreuse dissolution de l'année dernière a agi comme une bombe à fragmentation. Après de longs mois d'instabilité, nous sommes aujourd'hui dans l'un des derniers soubresauts de cette funeste décision. J'ai eu l'occasion de le dire au président de la République cet été : je suis persuadé qu'il n'y aura pas d'autre solution que la dissolution. Il serait curieux d'avoir choisi de dissoudre hier quand rien ne l'exigeait et de s'y refuser aujourd'hui quand la décision s'impose ! », affirme l'ancien président de la République, qui qualifie le vote de confiance sollicité le 8 septembre par le premier ministre, François Bayrou, de «suicide politique». «Quelle drôle d'idée que de demander la confiance aux formations politiques avant même de discuter avec elles ! Le chemin raisonnable eût été d'essayer de trouver un compromis sur le budget, puis d'officialiser ce compromis par un vote de confiance », poursuit l'ancien



chef de l'Etat. «Là, nous avons la certitude d'un échec qui va faire perdre une nouvelle fois du temps à la France. Il n'y a donc rien de rationnel et rien d'utile dans cette méthode. Quand la situation est complexe et éruptive, il faut faire preuve de sang-froid et de rationalité. Le moins que l'on puisse dire, c'est que les deux ont fait gravement défaut.»

«Ce n'est plus une question de personnes»

Concernant l'attitude qu'adoptera Emmanuel Macron après le 8 septembre, M. Sarkozy prédit : «Connaissant (...) son inclination naturelle à gagner du temps et sa volon-

té de toujours vouloir faire entrer le pied droit dans la chaussure gauche, j'imagine qu'il va tenter une nouvelle fois de trouver un premier ministre.» «Je crains que les mêmes causes produisent les mêmes effets. Ce n'est plus une question de personnes mais de stratégie politique. Cela ne peut pas fonctionner », conclut-il.

Prié de dire si les députés LR doivent accorder leur confiance au chef du gouvernement, l'ancien de chef de file du parti juge qu'il y a un «risque que les Français le comprennent comme un blanc-seing».

«Je comprends bien sûr la position de Bruno Retailleau, qui est un homme que j'apprécie et que je soutiens, et sans doute que, dans sa position de ministre, il lui était difficile de faire autrement. Mais si l'on se dirige, comme je le crois, vers des élections législatives dans quelques semaines, comment Les Républicains pourront-ils faire campagne sans être assimilés à un gouvernement auquel ils auront voté la confiance ? », s'interroge Nicolas Sarkozy, jugeant que l'abstention «était une alternative crédible».

Interrogé sur les appels à la démission d'Emmanuel Macron, lancés notamment par le Rassemblement national, La France insoumise et certains membres de LR, l'ancien président exclut d'y ajouter sa voix : «Il ne faut pas – et on ne peut pas – mettre sur le même plan un premier ministre nommé et un président élu par les Français. Emmanuel Macron doit pouvoir aller au bout du mandat que lui ont confié les Français. C'est la République. Elle a des règles. Il convient de les respecter.»

VOTE DE CONFIANCE

Macron appelle à la "mobilisation" tandis que Bayrou reste intraitable

Si François Bayrou n'a fait aucune concession aux oppositions mercredi, à cinq jours du vote de confiance à même de se solder par sa chute, le président Emmanuel Macron a lui appelé le gouvernement à "faire acte de mobilisation" autour du Premier ministre.

A cinq jours d'un vote de confiance qui pourrait mener à la chute de François Bayrou, le président Emmanuel Macron a appelé mercredi 3 septembre le gouvernement à «faire acte de mobilisation» autour du Premier ministre.

Alors que les ministres ont été informés à la dernière minute de la décision du chef du gouvernement – qui a suscité «colère» et «frustration» chez plusieurs d'entre eux – et qu'ils ne se bousculent pas dans les médias pour la défendre, le président de la République a demandé à «chacun (...) dans nos sensibilités politiques, de faire acte de mobilisation, de pédagogie», a rapporté la porte-parole du gouvernement, Sophie Primas, à l'issue du probable dernier Conseil des ministres de l'équipe Bayrou.

L'avenir du Premier ministre ne semble tenir qu'à un fil alors que l'ensemble des oppositions, Parti socialiste compris, ont déjà annoncé qu'elles ne voteraient pas la confiance qu'il a sollicitée sur l'urgence à résorber la dette du pays.

Le chef de l'État a prévenu à cet égard que, «quel que soit le vote (...), la situation de la France ne sera pas résolue», ajoutant que «s'affranchir du réel n'était pas responsable pour la suite», a affirmé Sophie Primas.

Tenant de conjurer le sort qui lui est promis, François

Bayrou reçoit les forces politiques une à une cette semaine et multiplie les passages dans les médias.

Aucune concession en direction des socialistes

Accusé de faire les choses à l'envers en demandant la confiance avant de négocier avec les forces politiques, il a défendu sa décision en la comparant à «un patient», jugeant «absurde» de «commencer par l'ordonnance avant de faire le diagnostic».

François Bayrou a néanmoins semblé se préparer à son départ de la rue de Varenne, concédant que le scénario de sa chute était «peut-être réaliste» mais que lui se refusait à être «défaitiste», jugeant encore «possible» que les députés ne votent pas contre lui. Il a aussi répété que la dissolution de l'Assemblée nationale était un «risque» car celle de 2024 avait engendré «le contraire» de la «clarification» espérée.

Pour autant, le chef du gouvernement n'a fait aucune concession en direction des socialistes, qu'il doit recevoir jeudi matin, pour tenter d'inverser leur décision de faire tomber le gouvernement, notamment sur la suppression de deux jours fériés prévue dans son plan de redressement des finances publiques.

Il a également balayé les propositions budgétaires du Parti socialiste (PS), qui veut diviser par deux l'année prochaine l'effort voulu par le Premier ministre de 44 milliards d'euros.

Un pas en direction de l'extrême droite, le RN «pas dupe»

Si Emmanuel Macron a enjoint mardi aux chefs de la

coalition gouvernementale et François Bayrou de «travailler avec les socialistes» et d'autres partis à l'exclusion de La France insoumise (LFI) et du Rassemblement national (RN) pour «élargir» son assise, le locataire de Matignon a jugé «pas très cohérente», «pas logique» et «risquée» la démarche du PS de «vouloir abattre son gouvernement» tout en réclamant de gouverner ensuite avec «le soutien du bloc central» dont il fait partie.

Des compromis avec les socialistes sur le budget seront pourtant «inévitables» si le gouvernement tombait, a anticipé mercredi dans le Financial Times le ministre de l'Économie Éric Lombard, cité parmi les possibles remplaçants de François Bayrou. «Il y a un désaccord sur le rythme (de réduction du déficit budgétaire) et sur les montants pour 2026 (...) mais cela laisse une marge de discussion», a-t-il estimé.

François Bayrou a semblé faire un pas en direction de l'extrême droite, confirmant des projets de décrets visant à réduire la liste des soins de santé pris en charge par l'Aide médicale d'État (AME) pour les étrangers en situation irrégulière, une mesure chère autant au Rassemblement national qu'au ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau.

Sans faire changer d'avis le RN de voter contre. Le président du parti, Jordan Bardella, s'est dit sur RMC «pas dupe» de la «mansuétude» du Premier ministre à l'égard de sa formation politique «à quelques jours d'une chute probable».

Malgré cette bataille qui semble perdue d'avance, François Bayrou a assuré que ses «aventures» politiques n'étaient pas «finies», sans dire s'il allait se représenter à la mairie de Pau ou à l'élection présidentielle.

Attaque au couteau à Marseille : l'assaillant a un profil psychiatrique

L'auteur de l'attaque au couteau mardi à Marseille, un Tunisien de 35 ans abattu ensuite par la police, présentait un profil psychiatrique fait de violences et d'addictions, plutôt que radicalisé, selon les premiers éléments de l'enquête.

L'auteur de l'attaque au couteau survenue mardi à Marseille présentait un profil psychiatrique fait de violences et d'addictions, plutôt que radicalisé, selon les premiers éléments de l'enquête, partagés mercredi 3 septembre lors d'un point-presse du procureur de Marseille, Nicolas Bessone.

Abattu par la police, Abdelkader Dibi, un Tunisien de 35 ans, a fait cinq victimes, trois touchées au couteau et deux à la barre de fer ou à coup de poing. Toutes sont a priori hors de danger, y compris le plus gravement blessé, l'ancien "colocataire" de l'assaillant dans un hôtel dont il venait d'être expulsé pour défaut de paiement. Ce dernier avait été frappé au thorax, a indiqué le procureur.

L'assaillant a commencé son parcours sanglant dans un hôtel bon marché, poignardant son ex-colocataire, le réceptionniste – et non le gérant comme initialement indiqué –, et le fils du gérant, avant d'entamer une errance menaçante dans les rues, qui l'a mené à quelques centaines de mètres de l'emblématique Vieux Port, armé de deux couteaux et d'une barre de fer.

C'est avec ces armes qu'il menace d'abord une patrouille de policiers en civil qui, alertés par la "rumeur publique", le confrontent et le mettent en joue devant un restaurant de kebabs du cours Belsunce. L'homme les menaçant, les fonctionnaires ont ouvert le feu à six reprises alors qu'il faisait des mouvements vers eux. Touché de cinq balles, Abdelkader Dibi n'a pu être ranimé et est mort sur place.

"Au regard des éléments objectifs", vidéos et caméra piéton d'un des policiers, "la légitime défense est très fortement envisagée", a souligné Nicolas Bessone. L'IGPN, la police des polices, est saisie sur ce volet.

L'assaillant a crié "Moi aussi je veux mourir" lors de son parcours, mais les premiers éléments de l'enquête semblent écarter une motivation islamiste radicale, a souligné le

magistrat.

"Addiction à la cocaïne et à l'alcool"

Le Parquet national antiterroriste (Pnat), qui a été en lien avec celui de Marseille, "ne souhaite pas retenir sa compétence" à l'heure actuelle sur ce dossier, a confirmé Nicolas Bessone.

Le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau, venu mardi soir à Marseille à la rencontre des policiers, qu'il a félicités pour avoir évité un bilan "encore plus grave", avait déjà évoqué un "mobile d'ordre privé".

De son côté, la Tunisie a qualifié mercredi soir de "meurtre injustifié" la mort de son ressortissant, et réclamé une enquête rapide à la France. Le ministère tunisien des Affaires étrangères a également annoncé dans un communiqué avoir convoqué le chargé d'affaires par intérim de l'ambassade de France à Tunis pour lui faire part de sa "vive protestation".

L'assaillant présentait depuis son arrivée en 2019 en France, où il était en situation régulière, un parcours marqué par "sa violence" et "ses problèmes d'addiction à la fois à la cocaïne et à l'alcool", selon le procureur.

Des analyses toxicologiques ont été menées lors de l'autopsie pratiquée mercredi mais n'ont pas encore livré leurs résultats.

En 2020, Abdelkader Dibi s'était marié à La Rochelle, où il s'était d'abord installé, mais son épouse l'avait quitté peu après précisément en raison de ses accès de violence et de ses addictions, selon le magistrat. Et il avait été condamné dans cette même ville pour des violences avec arme commises en 2023 sur un neveu.

Fin juin, il avait été placé en garde à vue après un incident dans une mosquée de Sète où il "avait pris la parole en sous-entendant que le pays était gouverné par des juifs et des sionistes", propos pour lesquels il devait être prochainement jugé à la suite d'un signalement du préfet de l'Hérault.

Mais "sur le plan d'une éventuelle radicalisation, il faisait l'objet d'un criblage (après l'incident sétois) dont il ressortait que l'individu n'apparaissait pas radicalisé mais souffrant de troubles psychiatriques", a souligné le procureur.

En colère, les pharmaciens espèrent un retour en arrière de l'exécutif sur une mesure critiquée

L'intersyndicale, reçue mercredi 3 septembre par Catherine Vautrin, mise sur un retrait in extremis d'une mesure baissant leur rémunération sur les génériques. Faute d'avancée, une journée de fermeture nationale des officines est prévue le 18 septembre.

La grève des pharmaciens, qui prévoient de fermer leurs officines le 18 septembre puis «tous les samedis à compter du 27 septembre», peut-elle être levée ? L'intersyndicale du secteur espère le retrait in extremis, avant le vote de confiance sur le gouvernement lundi, d'une mesure baissant leur rémunération sur les génériques, a-t-elle déclaré mercredi, après avoir été reçue dans la matinée par les ministres de la Santé, Catherine Vautrin et Yannick Neuder. «La ministre nous a indiqué qu'elle comprenait bien qu'il fallait faire un geste sur l'arrêté» gouvernemental du 4 août baissant les remises commerciales aux pharmaciens sur les génériques, a rapporté Philippe Besset, président de la Fédération des syndicats pharmaceutiques de France (FSPF), lors d'une conférence de presse avec d'autres organisations de pharmaciens (Uspo, CNOP, Federgy).

«Et donc, elle nous a proposé de réfléchir à revoir l'arrêté avant lundi, en en améliorant les conditions», a-t-il ajouté. Les représentants syndicaux seront reçus jeudi à Maignon par le directeur adjoint du cabinet du premier min-

istre, Louis Margueritte. L'arrêté controversé plafonne, depuis le 1er septembre, les remises consenties par les laboratoires à 30% maximum du prix du générique, contre 40% actuellement. D'autres baisses successives sont programmées pour atteindre 20% en 2027.

Protestations contre la baisse des remises

Les syndicats de pharmaciens ont mené une série d'actions de protestation (fermetures d'officines, grève des gardes...) depuis le début de l'été pour protester contre la baisse des remises, qui constituent un élément important de leur rémunération, un tiers de leur marge selon eux. Ils ont prévu une journée de «fermeture nationale» des officines le 18 septembre. L'arrêté «doit donc être retiré immédiatement ou, à défaut, suspendu le temps de la mise en place d'un plan pour la pharmacie française», a rappelé mercredi l'intersyndicale dans un communiqué de presse.

«Si nous obtenons gain de cause, nous considérerons que nous pouvons nous remettre au travail», a déclaré Philippe Besset. Dans le cas contraire, la mobilisation sera maintenue et deux recours au Conseil d'État seront déposés par l'Union de syndicats de pharmaciens d'officine (Uspo) et la FSPF, a-t-il ajouté. La mobilisation des pharmaciens bénéficie du soutien de plusieurs partis de part et d'autre de l'échiquier politique, a assuré Pierre-Olivier Variot, président de l'Uspo.

NEWSPAPER NOTICE FOR BUILDING & LAND USE PERMIT APPLICATION

NOTICE FOR PERMISSION FOR LAND USE

Take notice that I Mrs SANDYA ANDEE will apply to the District Council of Black River for a Building and Land Use Permit for an Extension at first floor to be used as a day care centre at Simonet road Canot Petite Riviere

Any person feeling aggrieved by the proposal may lodge an objection in writing to the above-named Council within 15 days as from the date of this publication.

Date: 28/08/25

NOTICE UNDER SECTION 311(2) OF THE COMPANIES ACT 2001 OF THE REPUBLIC OF MAURITIUS

In the matter of:

“SUMARIA AGRO LIMITED”

Notice is hereby given:

That **“SUMARIA AGRO LIMITED”**, an Authorised Company, having its registered office at c/o JTC Fiduciary Services (Mauritius) Limited, Unit 5ABC, 5th Floor, Standard Chartered Tower, 19 Cybercity, Ebene, Mauritius is to be removed from the Register of Companies under Section 309(1)(d) of the Companies Act 2001 of the Republic of Mauritius;

“That the removal is on the grounds that the Company has ceased to carry on business, has discharged in full its liabilities to all its known creditors, and has distributed its surplus assets in accordance with its Constitution and the Companies Act 2001.”

That any objection to the removal under Section 312 of the Companies Act 2001 shall be delivered to the Registrar of Companies not later than 28 days from the date of this notice.

JTC Services Limited
Director

Dated this 20 August 2025

NOTICE UNDER SECTION 311(2) OF THE COMPANIES ACT 2001 OF THE REPUBLIC OF MAURITIUS

In the matter of:

“Kampala Namanve Properties Limited”

Notice is hereby given:

That **“Kampala Namanve Properties Limited”**, an Authorised Company, having its registered office at c/o JTC Fiduciary Services (Mauritius) Limited, Unit 5ABC, 5th Floor, Standard Chartered Tower, 19 Cybercity, Ebene, Mauritius is to be removed from the Register of Companies under Section 309(1)(d) of the Companies Act 2001 of the Republic of Mauritius;

“That the removal is on the grounds that the Company has ceased to carry on business, has discharged in full its liabilities to all its known creditors, and has distributed its surplus assets in accordance with its Constitution and the Companies Act 2001.”

That any objection to the removal under Section 312 of the Companies Act 2001 shall be delivered to the Registrar of Companies not later than 28 days from the date of this notice.

JTC Services Limited
Director

Dated this 20 August 2025

NEWSPAPER NOTICE FOR BUILDING & LAND USE PERMIT APPLICATION

NOTICE FOR PERMISSION FOR LAND USE

Take notice that ,S&S CAR WASH LTD of Centre Commercial Du Vieux Moulin ,Rose Belle will apply to the District Council of Grand Port for a Building and Land Use Permit to operate as Washing of vehicles-car wash,valeting etc..at Centre Commercial Du Vieux Moulin ,Rose Belle and with installation of the following electric motors/engines:

1. One Pressure washer-1500Watts
2. One Vacuum cleaner-1500Watts
- 3 .One steam cleaner- 1200Watts

at Maupin street Port Louis

Any person feeling aggrieved by the proposal may lodge an objection in writing to the above-named Council within 15 days as from the date of this publication.

Date: 25/06/25

SUCCESSION D'ALAIN DELON

Le plus jeune fils, Alain-Fabien, attaque en justice son frère et sa sœur

Alain-Fabien Delon attaque son frère Anthony et sa sœur Anouchka. Le plus jeune fils d'Alain Delon veut faire annuler le testament de 2022 dans lequel l'acteur, décédé le 18 août 2024, fait de sa fille l'unique héritière de son droit moral.

Une partie de la succession d'Alain Delon va se régler au tribunal. Alain-Fabien, le plus jeune fils de l'acteur mort le 18 août 2024, veut obtenir l'annulation du testament de son père, selon des informa-

tions de M6 et RTL, confirmées par BFMTV. L'audience au civil se tiendra le 9 mars 2026 au tribunal judiciaire de Paris.

Alain-Fabien Delon estime que son père n'avait pas « le discernement suffisant »

Alain-Fabien Delon conteste le testament datant de 2022, selon lequel sa sœur, Anouchka, est l'unique héritière du droit moral de leur père, c'est-à-dire le droit que détient l'auteur d'une œuvre. Le testament de 2015, portant sur le patrimoine de l'ac-

teur, n'est pas remis en cause par Alain-Fabien Delon. Ce document établit que 50 % de la fortune de l'acteur doit revenir à Anouchka, tandis que les fils, Alain-Fabien et Anthony Delon, héritent de 25 % chacun.

Alain-Fabien estime que son père n'avait pas « le discernement suffisant » lorsqu'il a signé ce second testament datant de 2022, selon les mots de son avocate Me Florence Watrin, citée par BFMTV.

Le plus jeune fils de l'acteur « dans une

quête de vérité », selon son avocate

Auprès du journal Le Monde, l'avocate a confié que son client « ne veut pas s'exprimer, mais confirme avoir saisi la juridiction civile à sa demande ». Elle ajoute que le plus jeune fils de l'acteur disparu « est dans une quête de vérité. Aller en justice ne va pas lui rapporter plus d'argent. Il veut démontrer qu'on a manipulé son père et que des choses pas convenables se sont passées. »

La Russie lance plus de 500 drones et missiles sur l'Ukraine, 8 personnes tuées à Kostiantynivka

Huit personnes ont été tuées dans la région de Donetsk par des tirs d'artillerie mercredi matin, selon le gouverneur de la région de Donetsk. Volodymyr Zelensky dénonce "l'impunité" de Vladimir Poutine.

La Russie a lancé un barrage de plus de 500 drones et de deux douzaines de missiles sur plusieurs régions d'Ukraine dans la nuit de mercredi à jeudi, ciblant des infrastructures civiles et des installations énergétiques, selon les autorités.

Les forces de défense aérienne ont réussi à abattre 430 drones et 21 missiles.

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a ajouté que des dizaines de bâtiments résidentiels avaient été endommagés dans différentes régions, accusant la Russie de cibler "régulièrement" les quartiers urbains et les civils.

"Il clairement de frappes démonstratives de la part de la Russie. Poutine montre son impunité", a averti M. Zelensky. "Il ne fait aucun doute que le monde doit réagir. C'est uniquement parce qu'il n'y a pas de pression suffisante, principalement sur l'économie de guerre de la Russie, que cette agression se poursuit".

Le matin, les forces armées russes ont bombardé la ville de Kostiantynivka avec des canons d'artillerie, a rapporté le chef de l'administration de la région de Donetsk, Vadim Filachkine.

Ce bombardement a fait huit morts parmi les civils âgés de 44 à 74 ans. Six autres personnes ont été blessées. Deux immeubles de plusieurs étages, une maison, un magasin, un centre commercial et cinq pavillons commerciaux ont été endommagés.

Encore une personne est morte dans la région de Khmelnytskyi. Selon le chef de l'administration régionale Serhiy Tiourine, un homme d'une quarantaine d'années s'est trouvé dans l'endroit d'une frappe russe et n'a pas pu être secouru par les médecins.

L'escalade des frappes de Moscou sur l'Ukraine survient alors que les dirigeants européens poursuivent leurs efforts pour soutenir la défense de Kyiv, donnant ainsi un nouvel élan aux efforts de paix menés jusqu'à présent par les États-Unis, qui n'ont pas abouti.

Au cours de sa tournée de quatre jours dans les États de l'UE voisins de la Russie, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a fait écho à cette préoccupation.

"Poutine n'a pas changé et ne changera pas. C'est un prédateur", a déclaré la présidente de la Commission européenne, "il ne peut être tenu en échec que par une dissuasion forte".

Zelensky a indiqué que Kyiv devrait discuter de la nécessité de maintenir la pression avec ses alliés dans les jours à venir.

FRANCE - TRANSPORT SCOLAIRE

182 conducteurs positifs à l'alcool ou aux stupéfiants depuis le début de l'année

Sur près de 30.000 cars scolaires contrôlés depuis janvier, près de 200 conducteurs ont été testés positifs à l'alcool ou aux stupéfiants, a annoncé le ministre des Transports.

19 conducteurs ont été testés positifs à un stupéfiant et 63 à l'alcool, a annoncé Philippe Tabarot en visite dans l'Eure-et-Loir jeudi. Ce déplacement intervient sept mois après le décès d'une lycéenne de 15 ans dans un accident de car scolaire dont le chauffeur avait consommé du cannabis, le 30 janvier à Châteaudun, dans le même département.

Le ministère des Transports avait lancé le 30 avril le plan Joana - du prénom de la victime - pour le renforcement de la sécurité routière du transport scolaire. Chaque jour, 1,9 million d'élèves prennent le car scolaire, rappelle le ministère. «C'est un des modes de transport les plus sûrs»,

a souligné M. Tabarot devant des journalistes jeudi matin, puisqu'il représente 5% des déplacements et seulement 0,3% des accidents de la route (chiffres de l'Association nationale pour les transports éducatifs de l'enseignement public, ou Anateep).

Entre le 1er janvier et le 31 août, 103 accidents impliquant des cars scolaires ont eu lieu en France, dont 50 ayant fait des victimes. Il y avait eu 138 accidents d'autocars en 2024, le plus haut niveau depuis 10 ans. L'Anateep relève trois décès depuis le début de l'année, 108 blessés légers et aucun grave.

La mise en place d'un «stupotest»

Il impose aux chauffeurs de se soumettre à un dépistage aléatoire au moins une fois par an et «les entreprises le font maintenant quasi-systématiquement», a souligné M. Tabarot. Son ministère travaille aussi, avec ces

transporteurs, à mettre en place un «stupotest» comme ce qui existe pour l'alcool. «Une personne sous l'effet de drogue soufflera dans un stupotest et ne pourra pas faire démarrer son véhicule», a expliqué le ministre.

Il réfléchit également à «comment le matériel peut évoluer», avec par exemple des «ceintures de sécurité à bip qui pourraient être mises en place systématiquement» pour obliger les élèves à s'attacher, a-t-il poursuivi. Ou encore à des dispositifs pour briser rapidement les vitres. Le ministre souhaite aussi mettre en place un numéro de téléphone pour permettre aux élèves de «dénoncer le comportement étrange d'un conducteur». Le plan Joana proposait enfin de renforcer les sanctions. M. Tabarot a salué à ce sujet l'instauration, en juillet, du délit d'homicide routier.

LEGAL NOTICE

IN THE SUPREME COURT OF MAURITIUS

(Before the Honourable Judge sitting in Chambers)

In the matter of: -

Serial No. 180/2025

"Déclaration d'absence" of Nagalingum MAUREMOOTOO, born on 22 October 1933

EX PARTE :

Mareeye Gopala Kishnama MAUREMOOTOO (born Naidu)

APPLICANT

In the presence of: -

The Ministère Public

CO-RESPONDENT

NOTICE IS HEREBY given that upon an application made by Mareeye Gopala Kishnama MAUREMOOTOO (born Naidu), the Honourable K. D. Gunesh-Balaghee, Judge of the Supreme Court sitting in Chambers, has, by virtue of an Order dated 19 May 2025 and a corrigendum dated 09 July 2025: -

declared the absence of **Nagalingum MAUREMOOTOO** born on 22 October 1933 as evidenced by his Birth Certificate bearing No. 381 of 1933, District of Moka;

ordered that appropriate extracts of the *décision déclarative d'absence* of the said **Nagalingum MAUREMOOTOO**, after having been visaed by the Ministère Public, be published within two months of the date of the Order dated 09 July 2025, in two daily newspapers, one of which shall be L'Express; and

that after the publication of the *décision déclarative d'absence* of the said **Nagalingum MAUREMOOTOO** within the delay of two months as set out above, ordered the Registrar of Civil Status to make an entry in all his books and registers of the *décision déclarative d'absence* of the said **Nagalingum MAUREMOOTOO** in terms of Article 127 of the Civil Code.

Under all legal reservations.

Dated at Port Louis, this 04th day of September 2025.

(s.d)

Aniisha MAHOMED KHAN

Of Level 2, Hennessy Court, Cnr. Of Pope Hennessy & Suffren Streets, Port Louis

APPLICANT'S ATTORNEY

Duly visaed by the Ministère Public, this 03rd day of September 2025

D Kathapermall
Temporary State Counsel

FIN DE MERCATO 2025

Tyrique George quitte Chelsea pour Fulham

Fulham frappe un joli coup sur le marché des transferts. Le club londonien a trouvé un accord avec Chelsea pour le transfert du joueur anglais d'origine ghanéenne, Tyrique George.

Àgé de 19 ans, le jeune attaquant formé chez les Blues va poursuivre sa progression à Craven Cottage. Selon les infor-

mations de The Athletic et de David Ornstein, le montant de l'opération est estimé à 22 millions de livres, avec un pourcentage à la revente inclus dans l'accord.

George aurait déjà donné son accord pour un contrat de cinq ans avec Fulham et doit désormais passer la traditionnelle visite médicale avant l'officialisation de son arrivée.



Everton a finalisé le recrutement du milieu de terrain Merlin Röhl en provenance du SC Fribourg (Bundesliga), pour un prêt d'une saison avec obligation d'achat à l'été 2026.

International allemand Espoirs, énergique et athlétique, Röhl, d'1,90 m, peut jouer plusieurs rôles au poste de milieu axial.

Le joueur de 23 ans devient la neuvième recrue des Blues lors du mercato estival, après les signatures définitives de Charly Alcaraz, Thierno Barry, Mark Travers, Adam Aznou, Kiernan Dewsbury-Hall, Tom King et Tyler Dibling, ainsi que du joueur prêté Jack Grealish.

Röhl a déclaré à evertontv : « Je suis vraiment ravi et heureux de signer à Everton.

Everton engage Merlin Röhl

C'est un grand club, avec une grande histoire et de formidables supporters. »

« C'est le bon moment pour moi de rejoindre Everton. C'est un tournant pour le club. L'avenir s'annonce prometteur et je suis ravi d'en faire partie. » J'ai suivi de près l'évolution du club. Avec l'entraîneur et le stade, il y a beaucoup de points positifs.

J'adore jouer au football et j'ai hâte de jouer devant des supporters aussi passionnés dans un stade aussi grandiose.

Né et élevé à Potsdam, en Allemagne, Röhl a débuté sa carrière professionnelle au FC Ingolstadt 04, réalisant sa première saison en équipe première en 2020/21 après avoir progressé au sein du centre de formation du club.

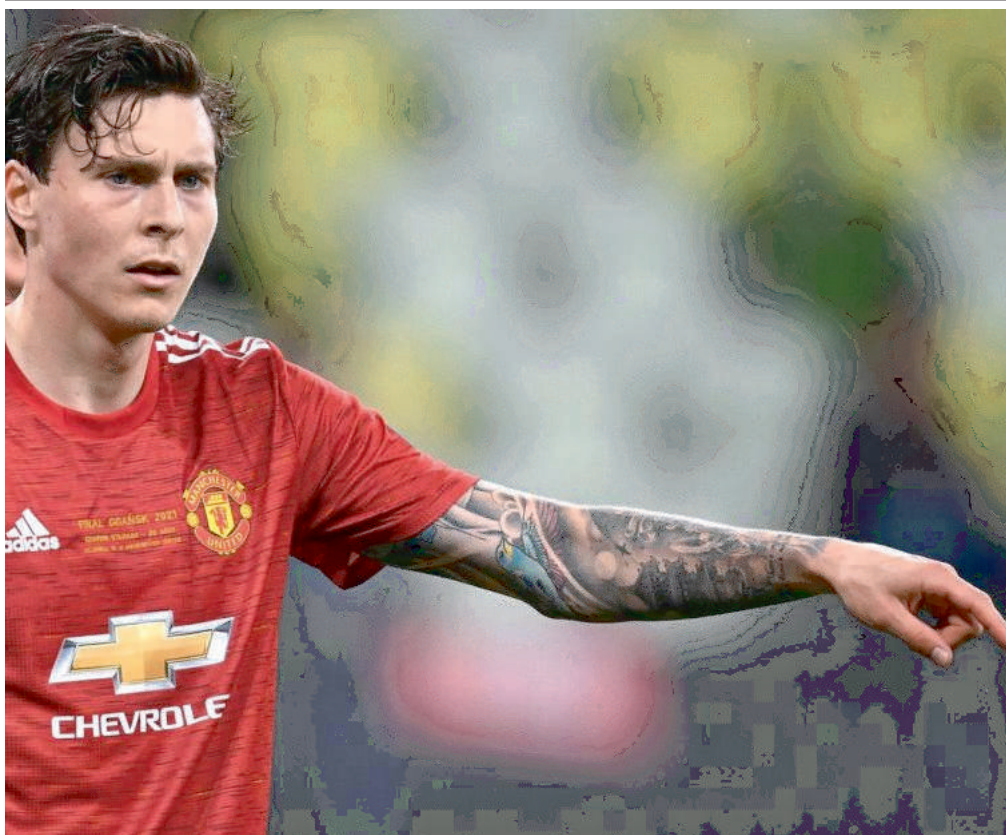
En août 2022, il signe au SC Fribourg et devient rapidement un élément clé de l'équipe, s'attirant les éloges pour ses contributions défensives et ses buts décisifs en attaque, ainsi que pour son éthique de travail et sa capacité d'adaptation, remplaçant même l'arrière gauche en pleine crise des

blessures.

Après avoir représenté son pays chez les moins de 18 ans, Röhl est devenu un titulaire régulier chez les moins de 21 ans allemands, inscrivant trois buts en 13 apparitions. Il a notamment participé au Championnat d'Europe cet été, où il a affronté la France avec son nouveau coéquipier à Everton, Barry, en demi-finale. Puis, en finale, sa frappe puissante a heurté la barre transversale à la dernière minute de la prolongation, entraînant la défaite 3-2 de l'équipe d'Antonio Di Salvo face à l'Angleterre. Röhl a ajouté : « Les supporters d'Everton sont passionnés et exigent un travail acharné, et c'est ce que j'apprécie, car cela correspond à mes capacités. »

« Je me considère comme un milieu de terrain polyvalent et, après en avoir discuté avec le manager, je pense pouvoir apporter mes qualités à cette équipe. »

« Je pense que la polyvalence est l'un de mes points forts et que mon style de jeu conviendra parfaitement à la Premier League. »



Victor Lindelöf file à Aston Villa

Aston Villa accélère aussi dans les dernières heures du mercato estival. Ce lundi, le club anglais vient ainsi d'officialiser l'arrivée de Victor Lindelöf, libre de tout contrat depuis son départ de Manchester United.

« Aston Villa est ravi d'annoncer la signature de Victor Lindelöf. Expérimenté et polyvalent sur la ligne arrière, Lindelöf a passé huit ans à Old Trafford, remportant à la fois la Coupe de la Ligue et la FA Cup », ajoute le communiqué.

Manuel Akanji prêté à l'Inter Milan



Manchester City enchaîne les départs en cette fin de mercato. Le club anglais vient de vendre son gardien Ederson Moraes à Fenerbahçe. De son côté, İlkay Gündogan négocie son départ vers Galatasaray. Un autre cadre vient de quitter l'équipe dans le cadre d'un prêt, il s'agit du défenseur central Manuel Akanji (30 ans). Le Suisse qui est arrivé en 2022 du Borussia Dortmund va se lancer un nou-

veau défi.

« Manuel Akanji a rejoint le club italien de l'Inter dans le cadre d'un prêt d'une saison, sous réserve de l'autorisation internationale. L'international suisse a rejoint City en provenance du Borussia Dortmund en septembre 2022 et a fait 136 apparitions pour les Blues », peut-on lire dans un communiqué.



Brentford a confirmé le recrutement, le jour même, de l'ailier Reiss Nelson en provenance d'Arsenal, pour un prêt d'une saison.

Le joueur de 25 ans était notamment intéressé par Fulham, mais les Bees ont

remporté la course pour le joueur formé au centre de formation d'Arsenal.

Nelson a passé la saison dernière en prêt à Fulham, disputant 12 matches avant d'être interrompu par une blessure aux ischio-jambiers.

FIN DE MERCATO 2025 Brentford signe l'ailier d'Arsenal Nelson en prêt pour une saison

Il a disputé 61 matches de Premier League avec Arsenal et Fulham, dont 46 en tant que remplaçant, et a marqué cinq buts et délivré trois passes décisives.

Nelson est arrivé à Brentford peu après que le club ait confirmé la vente de l'attaquant Yoane Wissa à Newcastle pour 55 millions de livres sterling.

L'ancien international anglais des moins de 21 ans portera le numéro 11 pour Brentford.

« J'ai hâte de commencer », a déclaré Nelson au site web de Brentford. « C'est une formidable plateforme pour m'exprimer, et c'est ce dont j'ai besoin en ce moment. »

« Je voulais rejoindre un club où je sais que je jouerai régulièrement. » Je sais qu'il y a de la concurrence pour les places, mais

je vais m'entraîner dur et me prouver que je peux obtenir le temps de jeu que je mérite.

Nelson était la sixième et dernière recrue senior de Brentford sous la direction du nouvel entraîneur Keith Andrews lors du mercato estival.

Il succédait à l'attaquant Dango Ouattara, au milieu offensif Antoni Milambo, à l'arrière droit Michael Kayode, au gardien Caoimhin Kelleher et au milieu de terrain anglais Jordan Henderson.

Ce transfert a également mis fin à un mercato difficile pour Brentford, qui a vu le départ de son entraîneur de longue date Thomas Frank pour Tottenham, ainsi que les départs de joueurs clés Wissa, Bryan Mbeumo, le capitaine Christian Norgaard et le gardien Mark Flekken.

Fabio Vieira rejoint le Hamburger SV en prêt d'une saison en provenance d'Arsenal avec option d'achat

Le Hambourg SV a recruté Fabio Vieira pour un prêt d'une saison en provenance d'Arsenal, avec une option d'achat estimée à plus de 20 millions d'euros. Le milieu de terrain de 25 ans a rejoint Arsenal en provenance de Porto en juin 2022 et a disputé 49 matches toutes compétitions confondues avec les Gunners.

Fabio a réalisé une première saison impressionnante, avec 33 apparitions, 2 buts et 6 passes décisives. Il a poursuivi sur sa lancée la saison suivante, inscrivant le

penalty victorieux lors de la victoire d'Arsenal au Community Shield 2023, grâce à une victoire 4-1 aux tirs au but contre Manchester City au stade de Wembley.

La saison dernière, Fabio a été prêté à son club d'enfance, Porto, où il a disputé 42 apparitions, marqué 5 buts et délivré 6 passes décisives. Au cours de sa carrière avec Porto, il a disputé plus de 100 matches avec l'équipe première et remporté de nombreux trophées, tant en équipe de jeunes qu'en équipe première.





Lustharel Geertruida s'engage avec Sunderland

Le mercato est terminé depuis moins d'une heure. Pourtant, les officialisations se multiplient lors de cette dernière heure. Annoncé du côté de l'OM ces dernières heures, Lustharel Geertruida s'est finalement tourné vers la Premier League. En difficulté du côté de Leipzig, le défenseur polyvalent néerlandais s'est engagé à Sunderland ce lundi. « Sunderland AFC est heureux d'annoncer la signature du défenseur Lutsharel Geertruida, sous réserve d'autorisation internationale. L'international néerlandais est prêté par le RB Leipzig au Stadium of Light pour la saison 2025-26. »



Nottingham Forest a recruté Oleksandr Zinchenko

Lors de cette dernière journée de mercato, Nottingham Forest s'est montré très actif. Après avoir recruté Cuiabano et avoir scellé un accord pour mettre la main sur Dilane Bakwa, le club de L a continué de travailler sur des accords lors du sprint final du marché des transferts. Pour le Strasbourgeois, un accord a été trouvé pour 35 millions d'euros, bonus compris. Et d'après la presse anglaise, Oleksandr Zinchenko serait sur le point de rejoindre les Trees dans les prochaines heures. The Athletic explique ce lundi que l'Ukrainien a trouvé un accord avec Nottingham dans les ultimes minutes du mercato. Pisté par l'OM ces derniers jours, Zinchenko va donc rejoindre Nottingham Forest cet été.



C'est fait... Aston Villa réussit à recruter Jadon Sancho !

Le Théâtre des Rêves n'a jamais vraiment servi de scène à la renaissance de Jadon Sancho. Alors que son passage à Manchester United reste marqué par des promesses non tenues, l'ailier anglais s'apprête à écrire un nouveau chapitre, cette fois sous la forme d'un prêt d'une saison à Aston Villa.

Ce transfert majeur, confirmé par l'insider Fabrizio Romano, s'inscrit dans une période d'activité intense pour les Red Devils. Dans une opération parallèle visant à remodeler leur attaque, le club a officialisé le départ définitif d'Antony, qui rejoindra le Real Betis en Liga pour un montant de 25 millions

d'euros. Dans un joli coup de négociation, United a inséré une clause de revente de 50 %, garantissant ainsi un intérêt futur dans la carrière du Brésilien.

Dans un rebondissement inattendu, les géants mancuniens ont également pris contact avec Villa Park, cette fois pour s'informer de la disponibilité du gardien champion du monde Emiliano Martínez. Ce transfert a échoué.

Pour confirmer leur priorité sur le poste de gardien, le club cible aussi l'avenir. United a transmis une offre conséquente de 20 millions d'euros, plus des bonus, pour le jeune portier belge très coté Senne Lammens, montrant ainsi une stratégie claire et ambitieuse pour consolider l'effectif avant le début de la nouvelle saison.